

BUREAU COMMUNAUTAIRE

SEANCE ORDINAIRE

Du 10 MAI 2016

A 9 heures

Au siège de l'EPCI

**271, chaussée Jules César
95250 BEAUCHAMP**

COMPTE-RENDU

Le 10 mai 2016 à 9 heures, les membres du bureau communautaire de la communauté d'agglomération Val Parisis se sont réunis à Beauchamp – 95250 – 271, chaussée Jules César, sur la convocation qui leur a été adressée par le Président le 3 mai 2016, conformément aux articles L.2121-10 et 12 du code général des collectivités territoriales.

Présents : Yannick BOÉDEC, Président

Jean-Christophe POULET, Grégoire DUBLINEAU, Philippe BENNAB, Sébastien MEURANT, Francine OCCIS, Michel VALLADE, Gérard LAMBERT-MOTTE, Maurice CHEVIGNY, Bernard TAILLY, vice-Présidents,

Monique MAVEL-MAQUENHEM, Xavier HAQUIN, Philippe BARAT, Laurent GORZA, Régis GLUZMAN, Nicole LANASPRE, Conseillers Communautaires membres du bureau,

Absents et représentés :

Francis DELATTRE par Monique MAVEL-MAQUENHEM

Philippe ROULEAU par Philippe BARAT

Bernard JAMET par Laurent GORZA

Florence PORTELLI par Régis GLUZMAN

Gérald SARIZAFY par Grégoire DUBLINEAU

Jean-Noël CARPENTIER par Philippe BENNAB

Absent :

Hugues PORTELLI

Yannick BOÉDEC, Président, ouvre la séance à 9h10

Secrétaire de Séance : Philippe BARAT

Nombre de membres en exercice : 23

Nombre de présents : 16

Nombre de pouvoirs : 06

Nombre de votants : 22

A – ORDRE DU JOUR DU BUREAU COMMUNAUTAIRE.

1. Approbation du Procès-verbal de la séance du bureau communautaire du 22 mars 2016.

Le procès-verbal de la séance du 22 mars 2016 présenté par Yannick BOËDEC est soumis à l'approbation des membres du bureau communautaire.

Le bureau communautaire, **à l'unanimité, approuve** le procès-verbal de la séance du 22 mars 2016.

2. Acquisition de locaux sis 41 rue Constantin Pecqueur à Taverny (ADIEC).

Yannick BOËDEC indique que la Ville de Taverny a proposé à la communauté d'agglomération Val Parisis d'acquérir un bien situé sur son territoire et dont elle est propriétaire. Celui-ci est situé au 41 de la rue Constantin Pecqueur, au sein de la zone d'activités économiques « Les Châtaigniers », à proximité de la sortie Bessancourt – Taverny Les Lignières de l'A115.

L'acquisition du site de l'ADIEC a fait l'objet de présentations lors des bureaux communautaires des 8 et 22 mars 2016.

Ces locaux, d'une superficie d'environ 240 m², ont été estimés à 336 000 €, selon avis des domaines du 13 janvier 2016.

Des négociations ont permis de ramener le prix de cette acquisition à 300 000 €.

Le bureau communautaire, **à la majorité** (1 abstention : Francine OCCIS) :

- **Décide d'acquérir** les locaux, d'une superficie d'environ 240 m², situés 41 rue Constantin Pecqueur à Taverny, parcelle BR 126, au prix de 300 000 €,
- **Précise** que l'acquisition se fait libre de toute occupation, le propriétaire actuel devant faire son affaire de la libération du site,
- **Autorise** le président à signer tout document et tout acte afférent à l'acquisition des locaux sus mentionnés.

3. Aliénation à l'Entreprise GEEX d'une parcelle d'environ 2 323 m² (lot D5) au sein de la ZAC des Épineaux à Frépillon.

Bernard TAILLY, rapporteur, indique que l'Entreprise GEEX, domiciliée au 3 rue d'Amboise, 75002 PARIS, et spécialisée dans le commerce de gros de produits de quincaillerie spécifiques aux bâtiments (équipements de la porte), souhaite acquérir une parcelle d'environ 2 323 m² située dans la ZAC des Épineaux à Frépillon et notée lot D5 au plan annexé, à un prix hors taxes de 92 € par m², soit au total 213 716 €. Les frais, droits, taxes et honoraires afférents à la présente sont à la charge de l'acquéreur.

L'Entreprise prévoit le transfert du siège social et de son entrepôt au sein de la ZAC des Épineaux à Frépillon à partir de mai 2017. Elle envisage la construction d'un bâtiment d'environ 1 000 m² (200 m² de bureaux et 800 m² d'activités-stockage).

Cette estimation a fait l'objet d'un avis conforme du service des domaines le 18 avril 2016.

Le groupe de travail chargé d'étudier les candidatures et de statuer sur les projets d'implantation au sein de la ZAC des Épineaux à Frépillon a émis un avis favorable le 11 mars 2016.

Le bureau communautaire, à l'unanimité :

- **Aliène** la parcelle notée lot D5, d'une superficie d'environ 2 323 m², sise ZAC des Épineaux, 95740 FREPILLON, au profit de l'entreprise GEEX ou son représentant, sise 3 rue d'Amboise, 75002 PARIS, pour un prix hors taxes de 92 € par m², soit au total 213 716 €. Les frais, droits, taxes et honoraires afférents à la présente sont à la charge de l'acquéreur,
- **Autorise** le Président à signer le cahier des charges de cession de terrain relatif à la parcelle concernée, ainsi que tout document afférent à la vente du terrain.

4. Lancement d'un appel d'offres ouvert relatif à la fourniture et à la gestion des abonnements aux revues, titres de presse et autres périodiques pour les services de la Communauté d'agglomération.

Yannick BOËDEC précise que le marché relatif à la fourniture et à la gestion de journaux, revues à périodicités diverses arrive à échéance le 17 juillet 2016.

De plus, il convient d'étendre ce marché aux abonnements liés au fonctionnement de l'administration générale.

Il est proposé, dans le cadre de la relance du marché, de consolider le besoin et de lancer un marché unique, comprenant également les médiathèques communales qui intégreraient potentiellement le réseau de lecture publique.

Ainsi, le montant maximum estimé sur 1 an a été évalué à hauteur de 75 000 € HT, soit 300 000 euros HT sur la durée du marché (1 an renouvelable trois fois).

Le montant maximum prévisionnel nécessite de passer un marché et atteint le seuil des procédures formalisées à savoir 209 000 € HT pour les marchés de fournitures et services des collectivités territoriales, sur la durée totale du marché (1 an renouvelable trois fois).

Le bureau communautaire, à l'unanimité, autorise le Président à :

- **Lancer** la procédure d'appel d'offres ouvert pour la passation d'un marché relatif à la fourniture et à la gestion des abonnements aux revues, titres de presses et autres périodiques pour les services de la communauté d'agglomération,
- **Signer** le marché ainsi que tous les documents y afférents, conformément à l'avis d'attribution de la commission d'appel d'offres.

5. Convention de partenariat dans le cadre de l'opération Bib'Bosse#2.

Grégoire DUBLINEAU, rapporteur, informe que la CA Val Parisis organise, du 7 au 11 juin 2016, via son réseau de lecture publique, l'Opération Bib'Bosse#2 pour faciliter les révisions des collégiens, lycéens et étudiants et contribuer ainsi à la réussite scolaire des jeunes du territoire (espaces de travail aménagés, sélections d'annales et de documents pour réviser, ressources en lignes, conseils et aide ponctuelle, organisation de temps de détente et de convivialité...).

L'extension de cette opération à l'ensemble des bibliothèques du territoire de Val Parisis a été proposée et toutes les villes concernées ont donné leur accord.

La communauté d'agglomération Val Parisis prend en charge :

- l'organisation des réunions de concertation préalables à la mise en place de l'action,
- la mise en place des outils collaboratifs,
- la création et la mise à disposition des supports de communication,
- la mise à disposition de goodies (gobelets réutilisables),
- la rédaction du bilan de l'opération.

Les bibliothèques municipales s'associent en fonction de leurs moyens et de leurs contraintes en proposant, selon les cas :

- des espaces de travail,
- des collections,
- des animations ponctuelles.

Elles contribuent via les outils collaboratifs à la valorisation et à l'évaluation de l'action.

La commission Culture et Sports du 16 février 2016 a émis un avis favorable.

Le bureau communautaire, à l'unanimité :

- **Approuve** les dispositions de la convention de partenariat pour l'Opération Bib'Bosse#2, entre la CA Val Parisis et les villes de Beauchamp, Bessancourt, Franconville, Frépillon, Herblay, La Frette-sur-Seine, Montigny-lès-Cormeilles, Pierrelaye, Sannois et Taverny, destinée à faciliter les révisions des élèves et étudiants en juin 2016.
- **Autorise** le Président à signer ladite convention avec l'ensemble des villes concernées et tout document relatif à ce dossier.

B. INFORMATIONS.

1. Dotation de Solidarité Communautaire (DSC) 2016.

Yannick BOËDEC rappelle que les critères de répartition retenus en 2016 sont les suivants:

- La population pour 50 %.
- Le potentiel financier pour 20 %.
- Le nombre de logements sociaux pour 20 %.
- Le revenu moyen par habitant 10 %.

Montant de la DSC par commune proposé au BP 2016 :

	Population (DGF, loi de 2012)			Potentiel Financier (DGF, loi de 2012)			Logements sociaux (DGF, loi de 2012)			Revenu par habitant (DGF, loi de 2012)			Montant de la DSC 2016
	Pop. DGF 2015	%	Montant	Potential Financier (pop DGF 2015)	Potential Financier	Montant	Nombre	%	Montant	Revenu par habitant	Revenu par habitant	Montant	
Beauchamp	8 896	3,34%	86 620 €	1 425,81	45,02%	75 901 €	495	3,07%	20 401 €	18 548,88	35,39%	14 796 €	137 418 €
Bessancourt	6 760	2,54%	65 822 €	852,66	118,82%	31 284 €	555	3,48%	25 348 €	18 789,80	36,32%	12 554 €	115 100 €
Franconville	13 779	8,87%	210 535 €	2 034,77	101,07%	91 883 €	1 374	8,00%	42 294 €	17 959,32	89,00%	41 200 €	428 920 €
Herblay	11 560	12,09%	326 772 €	3 942,01	200,72%	210 733 €	1 264	14,20%	147 881 €	14 989,12	107,09%	70 284 €	676 556 €
La Frette sur Seine	27 587	10,94%	268 688 €	1 152,27	89,70%	96 117 €	1 348	5,80%	41 020 €	16 754,22	96,48%	51 851 €	477 630 €
Montigny-lès-Cormeilles	4 441	1,34%	45 189 €	812,78	113,00%	39 425 €	38	0,24%	1 496 €	21 331,51	68,20%	6 168 €	71 276 €
Pierrelaye	20 111	1,62%	217 761 €	867,60	107,79%	85 294 €	2 334	10,11%	104 911 €	12 173,88	113,55%	48 508 €	436 840 €
Sannois	9 402	3,06%	81 824 €	1 029,83	101,84%	34 328 €	757	3,11%	44 304 €	13 612,40	112,07%	30 032 €	169 500 €
Taverny	27 209	10,21%	264 924 €	992,51	105,40%	111 690 €	1 612	11,40%	128 875 €	14 806,23	108,50%	57 510 €	553 067 €
Sous-total	187 678	70,42%	1 827 808 €			713 804 €	14 628	63,88%	663 296 €			375 693 €	3 579 700 €
Excluse	25 175	9,46%	245 127 €	989,76	105,77%	103 222 €	1 300	8,30%	88 241 €	18 717,47	96,22%	47 355 €	481 645 €
Ennece	23 758	16,41%	279 268 €	2 094,71	104,28%	112 679 €	3 390	21,54%	244 309 €	15 880,19	101,86%	55 077 €	682 385 €
La Pléville	7 951	2,96%	77 438 €	968,80	107,90%	33 397 €	220	0,96%	9 974 €	18 345,25	86,65%	13 412 €	134 221 €
Sannois	15 947	5,85%	146 512 €	993,91	105,40%	81 881 €	757	3,11%	44 320 €	18 749,47	77,97%	22 425 €	265 448 €
Sous-total	75 525	28,49%	719 335 €			311 099 €	5 267	36,11%	314 804 €			138 479 €	1 563 658 €
Total	2 594	1,09%	28 273 €	845,30	119,34%	11 487 €	142	0,62%	6 438 €	28 561,11	80,31%	4 824 €	53 039 €
Sous-total	2 594	1,09%	28 273 €			11 487 €	142	0,62%	6 438 €			4 824 €	53 039 €
Total	248 513	100,00%	2 595 000 €			1 038 000 €	21 037	100,62%	1 038 000 €			529 000 €	5 190 000 €

L'ensemble des données proviennent des fiches DGF 2015, hormis le nombre de logements sociaux pour la commune de Frépillon. En effet, d'après les éléments recueillis auprès des services de la préfecture, les fiches DGF ne recensent pas le nombre de logements sociaux pour les communes dont le nombre d'habitants est inférieur à 4 500. Ainsi, le chiffre retenu pour le nombre de logements sociaux sur la commune de Frépillon est celui correspondant au dernier inventaire réalisé dans le cadre de la loi SRU.

Il souligne que les services préfectoraux ont bien constaté des erreurs sur le nombre de logements sociaux pour les villes d'Ermont, de Franconville et de Frépillon. Ces erreurs seront rectifiées sur la fiche DGF 2016.

Pour Franconville, il manque 150 logements sociaux, l'erreur sera rectifiée sur la DGF 2016.

Pour Ermont, 1 021 logements de plus sur fiche DGF 2015 que sur la loi SRU 2015, il devrait y avoir une baisse d'environ 1 000 logements sur la fiche DGF 2016

Francine OCCIS ne comprend pas qu'il soit fait application d'une exception pour la ville de Frépillon alors qu'il est convenu de se référer à la fiche DGF 2015. L'erreur pour Frépillon est bien prise en compte et pas pour les autres villes.

Yannick BOËDEC précise que pour la commune de Frépillon, il est normal que le chiffre des logements sociaux soit à 0 sur sa fiche DGF car la commune a une population DGF inférieure à 4 500 habitants en 2015. Depuis trois ans, les logements sociaux des communes de moins de 4 500 habitants ne sont plus indiqués sur les fiches DGF car cette donnée n'entre en compte que dans le calcul des dotations des communes de 5 000 habitants et plus (elle est utilisée dans le calcul de la Dotation de Solidarité Urbaine et du reversement du Fonds de Solidarité des communes de la Région d'Ile-de-France).

Les 142 logements comptabilisés sur la ville de Frépillon représentent un écart de 6 438 € sur les 5 190 000 €.

Décision du bureau :

Le bureau communautaire, **à l'unanimité**, émet un avis favorable pour présenter ce point lors de la séance du conseil communautaire de juin prochain.

2. Point sur le schéma de mutualisation des services.

Yannick BOËDEC rappelle que la mutualisation peut être définie comme la mise en commun de moyens (matériels et/ou humains) entre plusieurs personnes morales afin d'optimiser et de rationaliser l'administration territoriale.

La mutualisation comporte plusieurs niveaux : groupement de commandes, mise à disposition, services communs et transfert de compétence.

Elle est fondée sur le volontariat. Chaque commune peut choisir de mutualiser ou non, selon les domaines.

Sur le plan financier, il y a un principe de partage des coûts avec des mécanismes de remboursement.

Il est envisagé, dans un premier temps, la mise en œuvre de la mutualisation dans 3 domaines :

- Péri / Insalubrité
- Urbanisme
- SIG (système d'information géographique)

Un état des lieux des services concernés sera dressé pour les 15 communes.

Ce diagnostic comportera notamment les éléments suivants :

- Personnel (nombre ETP, organigramme du service, profils de poste...),
- Modalités de fonctionnement (procédures internes, type et quantité de demandes des usagers...),
- Coût estimé du service (coût total= locaux, personnel, fournitures...),
- Difficultés rencontrées/ Points à améliorer.

Francine OCCIS souhaite savoir si une mutualisation est possible en matière juridique et de contentieux.

Yannick BOËDEC précise qu'un courrier va être adressé aux villes afin qu'elles se positionnent sur cette proposition de démarrage de la mutualisation dans 3 secteurs prioritaires à savoir la salubrité, l'instruction des permis de construire et le SIG. Chaque ville aura la possibilité de proposer d'autres secteurs à mutualiser.

Yannick BOËDEC, en réponse à **Laurent GORZA**, indique que le SIG concerne l'ensemble du territoire.

Bernard TAILLY précise qu'une note technique a été diffusée aux élus pour obtenir leur approbation sur une éventuelle adhésion au SIG de la CA Val Parisis. Une réunion est prévue prochainement sur ce sujet. Il se demande si cette démarche n'est pas prématurée dans la mesure où l'évaluation du coût financier pour les villes n'a pas encore été réalisée. Il suggère d'avoir ces éléments en amont avant de démarrer.

Yannick BOËDEC considère que les services sont un peu en avance sur ce dispositif et qu'il convient peut-être d'attendre le positionnement des villes. Il rappelle qu'un groupe de travail avait été mise en place par l'ancienne CA Le Parisis en novembre 2015 car le dispositif existait déjà au sein de l'ancienne CA Val et Forêt.

Nicole LANASPRE propose de remplacer le terme « insalubrité » par « salubrité ».

Michel VALLADE souhaite savoir s'il est possible de prévoir une mutualisation pour la gestion des paies.

Yannick BOËDEC suggère d'abord un positionnement sur les 3 secteurs proposés et ensuite d'étudier les propositions des villes sur les autres domaines d'intervention souhaités.

Xavier HAQUIN souhaite savoir si la CA Val Parisis a initié des groupements de commandes qui sont sources d'économie d'échelle. Il s'interroge sur les modalités de facturation de cette mutualisation : diminution attributions de compensation ou factures.

Yannick BOËDEC indique qu'il s'agit d'une prestation de service et qu'une facturation est établie.

Xavier HAQUIN souhaite avoir une évaluation financière pour que les villes puissent se positionner.

Yannick BOËDEC précise qu'un groupement de commandes a été initié pour la distribution des journaux mais finalement seules quelques villes ont souhaité poursuivre, les autres se sont retirées.

Xavier HAQUIN est favorable à cette démarche car véritable source d'économie.

Sébastien MEURANT considère que dans certains cas, il n'y a pas de réelle économie bien au contraire il était plus avantageux de ne pas recourir au groupement de commandes car les prix proposés étaient plus chers que lorsque la ville s'engageait individuellement.

Yannick BOËDEC rappelle que le groupement de commandes organisé pour l'achat de papier a présenté les mêmes contraintes dans la mesure où chaque ville faisait part de ses propres besoins sans tenir compte du cahier des charges à établir de manière homogène pour réaliser un groupement de commandes cohérent.

Laurent GORZA souhaite savoir si une mutualisation ou un transfert est prévu en matière de sécurité, notamment si une brigade de nuit est prévue et des précisions sur le dispositif de vidéo protection.

Yannick BOËDEC précise que pour la vidéo protection, il s'agit bien d'un transfert.

Concernant la brigade de nuit, il rappelle que la CA dispose d'un délai de deux ans pour se positionner.

Il souligne que le fonctionnement d'une brigade de nuit composée de 30 agents nécessite un budget de près d'1,2 millions d'euros par an.

A ce jour, il indique qu'il n'est pas possible de procéder de la sorte.

Il ajoute que la mise en place d'une police intercommunale sur l'ensemble du territoire a fait l'objet d'une opposition de la majorité des maires.

La ville d'Eaubonne souhaite récupérer cette compétence au niveau communal.

Les services préfectoraux doivent se prononcer sur les modalités pour procéder à la restitution de cette compétence à la ville. La CA Val Parisis est en attente de sa réponse.

Il faudra donc se prononcer sur l'exercice de cette compétence au niveau de la CA Val Parisis.

Décision du bureau :

Le bureau communautaire, **à l'unanimité**, émet un avis favorable pour un démarrage de la mutualisation dans les 3 secteurs proposés.

3. Proposition de charte relative à l'apposition de logos sur les supports de communication.

Yannick BOËDEC informe que la Communauté d'agglomération Val Parisis finance un certain nombre d'opérations qui doivent faire l'objet d'une valorisation de la part des communes et des partenaires, notamment en termes de communication.

A ce titre, la Communauté d'agglomération Val Parisis souhaite que les communes et les partenaires bénéficiaires fassent apparaître le soutien financier et éventuellement technique de la Communauté d'agglomération Val Parisis sur leurs supports de communication.

La Communauté d'agglomération Val Parisis s'engage également à faire figurer le logo ou le nom des communes membres et des partenaires d'exécution sur ses supports de communication pour illustrer des relations partenariales, des actions de sponsoring et des co-financements dûment établis.

Il est proposé de mettre en place une charte définissant les modalités d'apposition de logos dans le cadre des différents supports de communication.

Décision du bureau :

Le bureau communautaire, **à l'unanimité**, émet un avis favorable pour la mise en place de cette charte.

4. Délégation du droit de préemption.

Yannick BOËDEC rappelle qu'actuellement, le bureau communautaire est compétent pour exercer le droit de préemption par délégation du conseil communautaire par délibération du 18 janvier 2016. Pour permettre l'exercice du droit de préemption, dans les délais impartis, sur les déclarations d'intention d'aliéner transmises par les villes, notamment sur les ZAE, il est proposé de modifier cette délégation et de donner compétence au Président, lors de la séance du conseil communautaire du 27 juin prochain.

Gérard LAMBERT-MOTTE souhaite savoir s'il est possible de prévoir une délégation partielle du droit de préemption.

Yannick BOËDEC indique que la délégation partielle n'est pas possible. Il s'agit d'une délégation uniquement sur les ZAE d'intérêt communautaire.

Décision du bureau :

Le bureau communautaire, à l'unanimité, émet un avis favorable pour présenter cette modification de délégation, lors de la prochaine séance du conseil communautaire de juin prochain.

5. Point sur la fibre optique.

Yannick BOËDEC fait un point sur la fibre optique.

- Etat des lieux des projets en cours :
 - Zone AMII (Appel à Motivation d'Intention d'investissement : Tableau de déploiement de la fibre optique par ville) :
 - o SFR, depuis le rachat par Numéricable, a pratiquement stoppé son programme de travaux et a tendance à remettre en cause les calendriers et engagements pris par SFR. Quelques maires ont pris l'initiative de rencontrer les interlocuteurs pour faire un point mais il est difficile d'obtenir des informations claires.
 - o Orange semble continuer son déploiement dans les délais prévus.
 - Zone SMOVON (Syndicat Mixte Ouvert Val d'Oise Numérique intervient en complément de la zone AMII) : le marché de Délégation de Service Public (DSP) est en cours, la notification devrait intervenir avant fin juin 2016.
- Points de vigilance :

Les élus de la communauté d'agglomération Val Parisis n'ont que très peu de visibilité sur les dossiers des opérateurs et d'interaction possible sur les travaux et leur état d'avancement. Certains maires ont dû prendre l'initiative de rencontrer directement l'opérateur afin d'obtenir des informations.

La communauté d'agglomération Val Parisis n'a pas d'outil permettant de cadrer ou de négocier avec les opérateurs (convention ou autre dispositif).

Suite à un point effectué par mail avec M. BRIER, des glissements d'un ou deux ans sont prévisibles sur la partie AMII SFR.

- Actions entamées :
 - Suivi des travaux SFR/Numéricable / Relances régulières et demandes d'informations.
 - Organisation d'une rencontre le 3 mai 2016 en présence de SFR à l'initiative de Yannick BOËDEC et de Régis GLUZMANN.
- Outils disponibles pour les collectivités sur lesquels la CA Val Parisis peut s'appuyer :

Il existe un modèle de convention de programmation et de suivi des déploiements émanant du ministère de l'économie numérique. C'est un outil de suivi et de contrôle à disposition des villes des zones AMII depuis 2014. Cela permet de passer d'une zone AMII à une « zone de conventionnement ».

Ce document est inspiré des conventions déjà signées entre les opérateurs et les agglomérations ou départements avec toutefois des exigences de transparence plus fortes puisqu'il permet :

- D'exiger des informations précises sur les moyens engagés. Les opérateurs devront en outre communiquer des dates précises d'achèvement de travaux et pas seulement la date de début de travaux.

- Après négociation avec les opérateurs, l'agglomération peut, dans la convention, imposer une notion de déploiement prioritaire dans certaines zones.
- Autre avantage de ces conventions, elles permettent d'exiger l'accès aux informations des fichiers IPE (Informations Préalables Enrichies) qui n'étaient jusqu'à présent échangés qu'entre opérateurs de réseau et fournisseurs d'accès. Les opérateurs devront donner des informations sur les moyens financiers et opérationnels mis en œuvre, équipes ou sous-traitants recrutés, planning des prises installées, sujets sensibles sur lesquels ils refusent actuellement de communiquer.

Il indique que la réunion du 3 mai n'a pas pu se tenir car le Directeur Général de SFR n'a pas pu être présent. Un nouveau rendez-vous est prévu fin mai 2016.

Il rappelle que Herblay est connectable à 66 % et Corneilles à 33 %.

Michel VALLADE indique que la ville de Pierrelaye est restée près d'une semaine sans connexion. Des solutions existent dans la mesure où l'opérateur avait proposé d'installer la fibre pour résoudre le problème.

Il rappelle que la piscine de Pierrelaye est équipée en fibre optique.

Il précise que les débits de la ville sont les plus bas de la CA Val Parisis et du Val d'Oise.

Yannick BOËDEC a fait savoir à SFR que les élus du Parisis attendaient des avancements sur le dossier. Il a indiqué qu'un communiqué de presse sera réalisé pour déclarer la carence de l'opérateur. Il compte sur le rendez-vous de fin mai 2016 pour faire connaître le positionnement de la CA Val Parisis.

Philippe BENNAB précise qu'il y a un manque d'anticipation de l'opérateur qui n'entreprendra de véritables démarches qu'à compter de 2020. Il propose de solliciter Orange.

Yannick BOËDEC ajoute qu'il n'y voit pas d'inconvénient mais il faudra voir les délais d'intervention. SFR a déjà un an de retard.

Michel VALLADE suggère une action collective en saisissant les médias pour une réaction de l'opérateur sur cette situation.

6. Point sur la compétence éclairage public.

Yannick BOËDEC rappelle que la CLECT avait été saisie pour estimer les dépenses en investissement en matière d'éclairage public. Le budget prévisionnel 2016 a été établi à 1,3 millions d'euros en dépenses d'investissement. Le marché en cours prévoit des interventions pour près de 1,5 millions d'euros.

Par ailleurs, les villes ont fait part de demandes d'investissement supplémentaires, certaines ont été qualifiées de « très très urgentes » :

- Corneilles-en-Parisis : 24 000 €
- Franconville : 610 000 €
- Herblay : 90 000 €
- Montigny-lès-Cormeilles : 70 000 €
- Sannois : 230 000 €
- Pierrelaye : 0 €

Soit au total près d'1 million d'euros d'investissement supplémentaire, sans compter les demandes qualifiées de « très urgentes » et « assez urgentes ». S'il est tenu compte de l'ensemble des demandes des villes, il manque 3 000 000 €.

Les villes devront revoir les réelles urgences pour prioriser les interventions.

Il rappelle que la CA Val Parisis n'intervient pas sur l'éclairage public des équipements notamment sportifs.

Bernard TAILLY s'interroge sur les modalités de transfert pour certaines compétences notamment l'éclairage public. Il souhaite avoir des précisions sur les éventuels transferts à venir et si la CA Val Parisis est dans les délais.

Yannick BOËDEC précise que la CA Val Parisis dispose d'un délai de deux ans pour se prononcer sur ce transfert et que les villes seront sollicitées dans les délais impartis soit avant janvier 2018.

Nicole LANASPRE s'interroge sur le fonctionnement des astreintes de la CA Val Parisis.

Murielle VANNIER confirme qu'un courrier a été adressé aux villes pour les informer de la mise en place d'une astreinte technique au sein de la CA Val Parisis depuis le 22 avril 2016.

Il s'agit d'une astreinte de décision. Les astreintes des villes membres pourront contacter (par mail ou par téléphone) l'astreinte technique de la CA Val Parisis qui se chargera de prévenir le prestataire pour les interventions urgentes.

Elle sollicite la communication des numéros des astreintes des villes pour faciliter ce fonctionnement.

Grégoire DUBLINEAU indique que la ville d'Eaubonne a transféré la compétence « lutte anti-graffitis » à la CA Val Parisis. Il constate que les délais d'intervention sont trop longs et qu'il faudrait envisager une meilleure coordination pour éviter une prolifération des tags.

Murielle VANNIER confirme que les délais d'intervention sont en général de deux jours et qu'il est seulement prévu une intervention d'urgence en cas de tags relatifs à des injures. Elle rappelle qu'il convient de mesurer la notion d'urgence pour les interventions demandées.

Maurice CHEVIGNY considère que le prestataire est réactif et qu'il n'y a pas de problème.

Philippe BENNAB indique que la sécurité permet de mesurer le niveau d'urgence. Il en va ainsi pour le rebouchage des nids de poule. Il s'interroge sur la limite d'intervention entre les services d'astreintes des villes et ceux de la CA Val Parisis.

Murielle VANNIER rappelle que pour les nids de poule, deux types d'intervention s'appliquent : l'action préventive et l'action réparatrice (revêtement, réaménagement...).

Elle précise qu'il est du devoir de la ville de sécuriser la voirie en cas de problème, soit en rebouchant directement si possible, soit en sécurisant la zone, en attendant l'intervention de l'astreinte de la CA Val Parisis. Comme pour l'éclairage public, le délai d'intervention doit être rapide afin de sécuriser au plus vite la zone concernée.

Elle indique qu'un diagnostic d'intervention préventive est en cours concernant les dégradations sur l'ensemble des voiries communautaires. Une présentation sera faite en septembre 2016.

Grégoire DUBLINEAU propose d'envisager un conventionnement avec les villes pour mutualiser les interventions dans certains domaines.

Francine OCCIS sollicite des conventions « type » avec les villes pour le prêt de matériels.

Yannick BOËDEC précise que les villes peuvent procéder de la sorte sans intervention de la CA Val Parisis. La ville de Cormeilles-en-Parisis a procédé ainsi pour la location d'une machine auprès de la ville de Sannois.

7. Estimation des locaux administratifs situés rue du Centre Technique à Ermont.

Yannick BOËDEC indique que le service des domaines a été sollicité pour émettre un avis sur la valeur vénale des locaux administratifs situés rue du Centre Technique à Ermont.

Par avis du 20 avril dernier, les locaux ont été estimés à 884 000 € pour une superficie de 1 040 m².

Il rappelle qu'il attend également une estimation du Centre de Surveillance Urbain (CSU) de Saint-Prix.

8. Points divers.

Yannick BOËDEC indique qu'il attend des précisions des services préfectoraux pour la restitution de la compétence police pour la ville d'Eaubonne.

Il en va de même pour la compétence assainissement. Il ajoute qu'il n'est pas possible de prévoir une restitution partielle de cette compétence pour les villes d'Eaubonne et de Saint-Leu-la-Forêt.

La ville de Saint-Leu-la-Forêt souhaite avoir des précisions sur le calcul financier.

Il informe qu'il a obtenu une réunion auprès de la CA Plaine et Vallée fin mai 2016. En attendant, les factures liées à la construction de la médiathèque de Montlignon ont été suspendues.

Maurice CHEVIGNY rappelle que l'élaboration du Règlement Local de Publicité Intercommunal (RLPI) a été étendue aux 5 nouvelles villes membres de la CA Val Parisis.

Un comité technique est prévu le 10 mai 2016 et un comité de pilotage est fixé au 24 mai 2016.

Un dossier de consultation est à la disposition du public et une réunion publique sera programmée prochainement.

Bernard TAILLY souhaite connaître l'état d'avancement du Diagnostic Santé.

Jean-Christophe POULET précise qu'un comité de pilotage est prévu le 25 mai 2016 avec le Cabinet en charge de la mission d'accompagnement à l'élaboration. Il sera ensuite finalisé en interne par les services de la CA Val Parisis.

Christian PROUST annonce son départ de la CA Val Parisis au 1^{er} juin 2016 pour la ville d'Eaubonne et remercie les élus pour leur collaboration.

L'ordre du jour étant épuisé, **Yannick BOËDEC**, lève la séance à 10 heures 18.

Le secrétaire de séance,



Philippe BARAT

Le Président,



Yannick BOËDEC